

Communauté de communes du Pays des Ecrins



COMMUNE DE L'ARGENTIERE LA BESSEE

TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE LA DIGUE EN RIVE DROITE DE LA DURANCE

PROTECTION CONTRE L'AFFOUILLEMENT ET
REPRISE DE MACONNERIE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

R. C.

DATE DE LA VISITE COMMENTEE DES LIEUX (prévue à l'article 8) :

Jeudi 18 avril 2024

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

Mardi 21 mai 2024 à 08h00

Service Départemental de
Restauration des Terrains en Montagne

Office National des Forêts
des Hautes-Alpes

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2. CONSISTANCE DE LA CONSULTATION	3
2.1. MODE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	3
2.3. NOMENCLATURE	4
2.4. COMPLEMENT A APPORTER AU C.C.T.P	4
2.5. VARIANTES	4
2.6. DELAI D'EXECUTION	4
2.7. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E.)	4
2.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
2.9. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS	5
2.10. ENTREPRISES GROUPEES	5
2.11. MODE ET DELAI DE REGLEMENT	5
2.12. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE DU TRAVAIL	5
2.13. SOUS-TRAITANCE	5
3. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	6
4. CONTENU DES OFFRES	6
5. DEMATERIALISATION DES PROCEDURES	8
5.1. TRANSMISSION DES DCE PAR VOIE ELECTRONIQUE :	8
5.2. TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :	9
6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.1. EXAMEN DES CANDIDATURES	10
6.2. EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES	11
7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
8. VISITE DES LIEUX	12
9. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	13

1. OBJET DE LA CONSULTATION

L'objet de la consultation est le confortement du mur digue en rive droite de la Durance, dans la traversée de l'Argentière la Bessée.

Le maître d'ouvrage (ou acheteur) est la communauté de communes du Pays des Ecrins dont le siège est :

Maison du canton – 1 rue du Dispensaire - 05120 L'Argentière la Bessée

Le représentant du maître d'ouvrage est M. le Président de la communauté de communes du Pays des Ecrins.

Le candidat doit proposer dans son offre une date de réalisation – par lot - en sachant que celle-ci ne peut toutefois dépasser la date limite indiquée à l'article 3 bis du Cadre d'Acte d'Engagement (A.E.).

La date de début des travaux proposée par l'entreprise rentreront en ligne de compte dans le choix du titulaire du marché.

Ces travaux seront réalisés dès le mois **d'août 2024**.

Remarques importantes :

L'attention des candidats est attirée sur le point suivant :

- La réalisation des travaux dans la Durance. La gestion des venues d'eau en fond de fouille doit être étudiée de manière très détaillée.
- une qualité de travail et un soin tout particuliers sont demandés pour le choix et l'agencement des pierres maçonnées à reconstituer en parement du mur.
- La situation péri-urbaine des travaux

2. CONSISTANCE DE LA CONSULTATION

2.1. MODE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée sans prestation supplémentaire éventuelle, sur bordereau de prix unitaires.

S'agissant d'une procédure adaptée, elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique.

Les offres consistent pour l'essentiel en la proposition de prix unitaires applicables aux quantités portées au détail estimatif et d'un délai d'exécution.

2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Les travaux font l'objet d'un lot unique composé d'une tranche ferme et de 3 tranches optionnelles.

2.3. NOMENCLATURE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45246410-0	Entretien de digues
45262310-7	Travaux de mise en œuvre de béton armé
45252125-0	Travaux d'enrochement
45262522-6	Travaux de maçonnerie

2.4. COMPLEMENT A APPORTER AU C.C.T.P.

En solution de base, les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). L'origine (lieu et référence) des fournitures de certains matériaux et les capacités et/ou puissance des engins de Travaux Publics sont à compléter au bordereau des prix et/ou au détail estimatif.

2.5. VARIANTES

Les variantes à l'initiative des candidats sont autorisées dans les conditions suivantes :

Variante autorisée	Informations complémentaires
Dérivation des eaux	Mode opératoire variant par rapport au descriptif du CBPU
Poutre parafouille en béton armé	Proposition d'une solution alternative répondant au même objectif : réalisation d'une protection du pied de la digue contre l'affouillement sur 2,40 m de profondeur. Enrochements libres non autorisés

Les candidats ne sont pas tenus de remettre une proposition entièrement conforme à la solution de base du dossier de consultation.

Chaque variante doit faire l'objet d'un acte d'engagement distinct. Les candidats doivent détailler la spécification et les répercussions financières de chaque variante présentée.

2.6. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution est proposé par l'entreprise dans son offre, étant précisé qu'il ne pourra toutefois excéder le délai maximum fixé à l'article 3 du Cadre d'Acte d'Engagement (C.A.E.).

2.7. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E.)

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit dans un délai de 10 jours avant la date limite de remise des offres d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.9. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS

Les variantes et les propositions techniques présentées par les entreprises demeurent leurs propriétés intellectuelles.

2.10. ENTREPRISES GROUPEES

Leur offre sera signée dans les conditions prévues aux articles R2142-19 à R2142-27 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage, en ce qui concerne l'exécution du marché.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour le marché, qu'une seule offre en agissant à la fois en qualité soit de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, soit de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, selon un tableau de répartition des prestations à fournir avec l'acte d'engagement.

2.11. MODE ET DELAI DE REGLEMENT

Le règlement des comptes sera effectué par virement.

Le délai de paiement est prévu à l'article 5.3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

2.12. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE DU TRAVAIL

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le caractère spécifique de certaines natures de travaux de terrassement (fouilles provisoires profondes dans des terrains graveleux avec fortes venues d'eau souterraine, risque de crue torrentielle ainsi que sur l'exposition générale du chantier à des phénomènes torrentiels.

L'entrepreneur sera tenu de constituer un mémoire justificatif des dispositions qu'il compte prendre pour mener à bien l'exécution des travaux avec, en particulier, une note indiquant les modes opératoires et les mesures prévues pour assurer la sécurité sur le chantier, notamment en matière de gestion de fouilles profondes (supérieures à 1,30 m) et de prise en compte des phénomènes torrentiels.

2.13. SOUS-TRAITANCE

Il est demandé à l'entrepreneur de préciser dans l'acte d'engagement s'il a, ou non, l'intention, à un terme quelconque, de recourir à un sous-traitant (désigné ou non encore désigné).

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre à l'appui de la déclaration prévue à l'article R2193-1 du Code de la commande publique :

- Les documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles et financières du (ou des) sous-traitant(s) (se reporter à la liste de l'article 4-A)
- Des renseignements sur la situation juridique de l'entreprise :
 - la copie du ou des jugements prononcés s'agissant d'une éventuelle mise redressement judiciaire,

- la déclaration sur l'honneur du candidat selon laquelle il certifie ne pas faire l'objet d'une interdiction de concourir,
- Des renseignements sur les conditions de travail propres à l'entreprise :
 - les documents ou attestations figurant aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail,
 - l'attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8231-1, L 8241-1 et L 8251-1 du Code du Travail.
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée, attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, conformément aux dispositions de l'article R2143-3 du Code de la commande publique.

3. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

L'opération, objet du présent marché, relève de la **catégorie 3** (voire 2 en fonction du nombre d'hommes-jours prévu par l'entreprise) au sens du décret n°94 1159 du 26 décembre 1994. Par ailleurs, certains travaux relèvent des travaux à risques particuliers précisés par arrêté du 25 février 2003 (risques de chute de hauteur de plus de 3 m, risque d'ensevelissement, ...).

Compte tenu de l'existence de deux lots de travaux, il est prévu une mise en œuvre de la coordination préalablement au lancement de la consultation.

Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur et les intervenants désignés par le maître d'ouvrage sont définies à l'article 2 du CCAP.

4. CONTENU DES OFFRES

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en français ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra obligatoirement les pièces suivantes :

A. A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Bilans	Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

Document	Descriptif
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Qualifications professionnelles	Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen (certificats d'identité professionnelle, références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur à réaliser la prestation)
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

B. une attestation d'assurances couvrant les risques civils (Art. 8 du CCAG) et la garantie décennale,

C. un projet de marché comprenant :

1. Un Acte d'Engagement (A.E) cadre joint complété, paraphé à chaque page, daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du marché : cadre ci-joint à compléter ; cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation de sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché (annexe du cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement, le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) : cahier à accepter sans modification, daté et signé ;
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) : cahier à accepter sans modification, daté et signé ;
4. le cadre du bordereau des prix unitaires (C.B.P.U.) à accepter sans modification, daté et signé ;
5. le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) complété, daté et signé ;
6. les détails estimatifs complétés, datés et signés ;
7. le jeu complet d'annexes et de plans.

D. Un dossier technique, comprenant les pièces suivantes :

1. **un programme d'exécution des ouvrages** envisagé par l'entreprise indiquant la durée des différentes phases du chantier (**planning**) ainsi que les procédés, moyens d'exécution et contrôles de qualité envisagés,
2. une note relative aux modes opératoires et mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier telle que définie à l'article 2.12 du présent règlement,
3. le S.O.P.A.Q.,
4. les modes de signalisation et de surveillance du chantier,
5. la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants,
6. si nécessaire, des plans d'ensemble et de détail explicitant les offres.
7. les conditions de livraison : le candidat indiquera notamment précisément les modes opératoires qu'il compte suivre pour mener à bien ce chantier (accès envisagés, déroulement des étapes du chantier, ...) et les engins utilisés.

Il est précisé que ce dossier technique rédigé par le candidat sera rendu contractuel et fera partie intégrante des pièces particulières du marché, conformément à l'article 3.1 du C.C.A.P.

5. DEMATERIALISATION DES PROCEDURES

5.1. TRANSMISSION DES DCE PAR VOIE ELECTRONIQUE :

En application des articles R2132-2 à R2132-8 du Code de la commande publique, le DCE est publié sur la plateforme de dématérialisation :

www.marches-publics.info

sous format pdf.

5.2. TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :

Conformément aux dispositions des articles R2132-7 à R2132-14 du Code de la commande publique, **les candidatures et offres des candidats doivent être déposées de façon dématérialisée sur la plateforme : www.marches-publics.info.**

au plus tard avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent dossier de consultation des entreprises (la remise d'une offre papier est un motif d'irrégularité).

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté de communes du Pays des Ecrins - Maison du canton - 05120 L'Argentière la Bessée

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'absence de participation à une visite commentée préalable des lieux sera considérée comme une insuffisance de garanties relatives à une appréciation correcte de l'offre qui entraînera le rejet de ladite candidature, le non-examen et la non prise en compte de l'offre, étant entendu qu'une visite commentée des lieux est nécessaire et indispensable pour se rendre compte des difficultés et conditions spéciales dans lesquelles doit s'effectuer le travail.

6.1. EXAMEN DES CANDIDATURES

L'examen des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures seront examinées en tenant compte des garanties et capacités techniques et financières qu'elles présentent ainsi que des références professionnelles des candidats.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'absence de certificats de capacité ou de références pour des travaux similaires sera considérée comme une insuffisance de garanties techniques, ce qui pourra entraîner le rejet de ladite candidature.

Conformément à l'article R2142-2 du Code la commande publique, des niveaux minimaux de capacités sont requis dans les domaines suivants :

- Capacité économique et financière : Niveau spécifique minimal exigé : Chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 500 K€.
- Référence professionnelle et capacité technique : Niveaux spécifiques minimaux exigés :
 - Pratique courante de chantiers engendrant des volumes moyens de terrassement (> 5 000 m³) ;
 - Présentation d'une liste d'opérations d'importance et de complexité comparables, à savoir travaux en rivières ou torrents avec mise en place de protection en enrochements secs et bétonnés, la réalisation d'ouvrages en béton armé ainsi que travaux de maçonnerie.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par :

- des certificats de qualification professionnelles (certificat Qualibat code 1311 : terrassements – fouilles – technicité courante) ou tout moyen de preuve équivalent,
- des certificats d'identité professionnelle FNTP (ou de tout organisme de qualification équivalent) ; l'entreprise devra alors disposer au minimum des indices suivants dans ces activités coutumières:
 - 2322 : Travaux de terrassement courants en milieu non urbain ;
 - 1132 : ouvrages de technicité courante en milieu maritime ou fluvial,
 - 1432 : Enrochement.
- Et/ou de certificats de capacité établis par des maîtres d'ouvrage ou maîtres d'œuvre compétents et indépendants. Il est alors exigé la présentation d'un minimum de **3 certificats de capacités pour des travaux similaires**.
- Et/ou de références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;

Les candidatures qui ne satisferont pas à ces niveaux minimaux de capacités pourront être éliminées.

6.2. EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'examen et le classement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L2152-4, R2152-6 et R2152-7 du Code de la commande publique. Les offres seront classées par ordre décroissant en fonction des critères pondérés suivants.

Les critères retenus pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse sont les suivants, hiérarchisés par ordre décroissant et affectés de leur coefficient de pondération :

1. **Le prix des prestations - coefficient de pondération 40 % ;**

La note (sur 40) du prix des prestations sera calculée par la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de l'offre la moins disante} \times 40}{\text{Montant de l'offre examinée}}$$

2. **La valeur technique de l'offre et des équipements qui seront mis en place - coefficient de pondération 60 % - appréciée au vu des sous-critères suivants :**

Sous-critère	Note sur	Descriptif
Mise en œuvre des travaux - Planning détaillé et délais	30	Protocole d'intervention envisagé (phasage, méthodologie, organisation des travaux par éléments d'œuvre, prise en compte du contexte particulier des travaux, remise en état des lieux, ...). Présentation d'un planning détaillé qui devra préciser les différentes phases de chantier et en particulier les périodes (délais) d'intervention sur chacune des zones de travaux.
Moyens et préparation du chantier	15	Liste des moyens humains, qualification des équipes et de l'encadrement, organigramme, CV. Expérience de l'entreprise sur des chantiers similaires. Moyens techniques affectés au chantier.
Environnement	5	Description des mesures proposées pour la protection de l'environnement pendant les travaux et respect des spécifications environnementales.
Origine et conformité des fournitures	10	Origine des fournitures proposées et conformité par rapport au cahier des charges – fourniture des fiches produits.

L'examen des offres anormalement basses sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique.

Dans le cas où des erreurs manifestes de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire ou, en cas de travaux sur prix unitaires, dans le détail estimatif figurant dans l'offre d'un entrepreneur candidat, le montant de l'offre sera réévalué pour son examen et son classement.

Si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le montant figurant à l'acte d'engagement pour le mettre en harmonie avec le détail estimatif rectifié ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La mise en place et le suivi d'un processus ou système Qualité sur les activités, objet de présent marché, sera prise en compte dans l'appréciation de la valeur technique de l'offre, de même que les références et les qualifications des entreprises candidates au regard des niveaux minimaux spécifiques exigés et rappelés à

l'article 4 du présent R.C., considérant que certaines prestations requièrent une technicité et une pratique courantes.

- **Négociation**

En vertu de l'article R2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec certains candidats, sur tous les éléments de leur offre : le prix, la quantité, la qualité, le délai ou les garanties de bonne exécution du marché.

Il se réserve aussi la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Le nombre de candidats admis à la négociation est limité à **trois : il s'agit des trois candidats les mieux classés au vu de l'analyse des offres** et après classement des offres économiquement les plus avantageuses.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : www.marches-publics.info.

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8. VISITE DES LIEUX

La visite de chantier est obligatoire pour répondre à la consultation.

Celle-ci pourra se faire de deux manières :

- **Option1** :

Le candidat devra, préalablement à la remise des offres, avoir visité le site et devra, à cette occasion, se rendre au siège de la communauté de communes, pendant les heures d'ouverture, pour faire viser son certificat de visite. Le certificat de visite devra être remis dans l'offre de l'entreprise (voir modèle annexé au présent document). L'absence du certificat de visite entraînera l'annulation de l'offre.

Les bureaux de la communauté de communes sont ouverts du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00.

Adresse :

Communauté de Communes du Pays des Ecrins

Maison du Canton

404, avenue du Général de Gaulle – BP2

05120 L'Argentière La Bessée

- **Option2 :**

Le candidat peut choisir d'être présent au rendez-vous de visite à la date indiquée sur la page de garde du présent R.C.

A l'issue de la visite, l'attestation ci-après annexée sera complétée et envoyée par mail à chaque entreprise ayant participé.

Un procès-verbal de visite retraçant les échanges (questions-réponses) sera mis en ligne sur la plateforme afin que chaque candidat puisse le consulter.

Les entreprises candidates confirmeront leur présence auprès de :

Olivier DECOMBAS - Responsable territorial RTM - Secteur Queyras-Argentière-Guillestre

Tél : 06 81 93 35 41 – mel : olivier.decombas@onf.fr

Ou à défaut à :

Marie-Pierre MICHAUD -Cheffe du Service R.T.M.

Tél. : 06 32 64 78 50 - mél : marie-pierre.michaud@onf.fr

Le rendez-vous est fixé sur le pont principal entre l'Argentière et le hameau de la Bessée.

9. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat (recours des tiers), conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal Administratif de Marseille

22-24 rue de Breteuil

13281 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13

Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Télécopie : 04 91 81 13 39

Site internet : marseille.tribunal-administratif.fr

CERTIFICAT DE VISITE OBLIGATOIRE

TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE LA DIGUE EN RIVE DROITE DE LA DURANCE

PROTECTION CONTRE L’AFFOUILLEMENT ET REPRISE DE MACONNERIE

Conformément à l’article 8 du Règlement de Consultation, le candidat devra, préalablement à la remise des offres, avoir visité les sites et devra, à cette occasion, se rendre au siège de la Communauté de Communes du Pays des Ecrins, pendant les heures d’ouverture, pour faire viser le présent certificat de visite (option 1) ou s’enregistrer auprès du maître d’œuvre pour visiter les sites le 18 avril 2024 et recevoir par mail le présent certificat visé (option 2).

Le certificat de visite devra alors être remis dans son dossier d’offre par l’entrepreneur. L’absence du certificat de visite entraînera l’annulation de l’offre.

Les bureaux de la Communauté de Communes du Pays des Ecrins sont ouverts du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00.

Je soussigné(e),
atteste que l’entreprise
représentée par
a effectué le

la visite obligatoire relative à l’appel d’offre :

**Travaux de confortement de la digue en rive droite de la Durance
Protection contre l’affouillement et reprise de maçonnerie**

Signature de l’entreprise

Cachet du maître d’œuvre